

À quand la Centrale ?

Virginie Lachaise

Number 126 (1), 2008

Les Seconds États généraux du théâtre

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/23938ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Cahiers de théâtre Jeu inc.

ISSN

0382-0335 (print)

1923-2578 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Lachaise, V. (2008). À quand la Centrale ? *Jeu*, (126), 113–115.

de subvention. Au contraire, nous sommes « chanceux » de pouvoir évoluer dans un milieu si bien balisé ; cela démontre notre capacité à reconnaître notre propre valeur. Mais pour l'auteur, le penseur, le créateur, n'est-ce pas un peu antinomique de *penser* son œuvre dès sa genèse à l'intérieur de paramètres si contraignants ?

Questionner la vitalité

Être auteur, bûcher sur un texte pendant un an, voire deux, trois ans, chercher à le présenter par ses propres moyens, exister au sein d'un foisonnement dynamique mais parfois cruel, décider d'emprunter le chemin de l'écriture dramatique ; tout ça n'est assurément pas motivé par une envie de « vedettariat » facile que l'on reproche souvent aux artistes d'aujourd'hui. La quête de la parole est tout autre, puisqu'il est impossible d'espérer en « vivre » à court terme. Écrire du théâtre n'est pas une plus-value sociale, comme peut l'être le fait de « passer à la télé ». Alors pourquoi ? Pourquoi tant de jeunes Québécois empoignent-ils crayon et clavier, et essaient-ils de modeler un monde fictionnel à la hauteur de leurs rêves et de leur intelligence ? La question qui suit celle-ci est bien sûr : puisqu'ils sont si nombreux, il faut les écouter, alors comment leur donner la juste place qui leur revient ?

À mon sens, c'est là que prend racine la réflexion sociale et culturelle que nous devons avoir. C'est seulement à la suite de ce questionnement collectif que nous pourrions trouver les solutions qui permettraient de mieux « structurer » notre milieu. Malheureusement, malgré la tenue des États généraux, le débat sur le lien qui unit l'auteur de théâtre contemporain à sa société n'a pas encore eu lieu... **]**

Marcelle Dubois est auteure et metteuse en scène. Elle a fondé le théâtre les Porteuses d'Aromates en 2000. Cofondatrice du Festival du Jamais Lu, elle en assure la direction artistique et générale. Elle a participé à la réalisation de Carte Premières et travaille activement à la mise sur pied de la Centrale.

À quand la Centrale ?

Proposition 58

Que soit créé à Montréal un lieu de production, de diffusion et de mise en commun des ressources pour les compagnies de la relève.

L'idée de l'implantation, à Montréal, d'un lieu unique de production et de diffusion dédié à la création de la relève, projet plus connu du milieu théâtral sous le nom de la Centrale, est déjà ancien. Si ancien, d'ailleurs, qu'il est presque mort dans l'œuf avant que les derniers États généraux ne lui redonnent, peut-être, un second souffle.

Né en 2005, sous l'impulsion de sept compagnies de création, mais plus particulièrement porté à bout de bras par un David Lavoie¹ qui n'en finit pas de se battre contre les lourdeurs bureaucratiques et les aléas financiers de ses principaux subventionneurs, ce projet verra-t-il jamais le jour ?

Pour cet espace de la relève, on avait pourtant rêvé, et presque touché du doigt, le lieu de diffusion idéal : l'édifice Saint-Sulpice, rue Sainte-Catherine, en plein centre-ville de Montréal, dans le cœur chaud du Quartier latin, où se côtoient universitaires et touristes. Hélas, en avril 2007, cette Arche d'Alliance s'effondre avec les fonds de l'UQAM qui devait en être le partenaire financier majeur, et le bail est jeté aux oubliettes.

Certes, quelques solutions de rechange pourraient bien pointer le bout de leur nez. Toutefois, si intéressantes soient-elles, elles sont loin de présenter les mêmes avantages géographiques et financiers, entre autres. Sans compter que déplacer le lieu où réaliser ce projet impliquerait évidemment de le repenser. « Après deux ans de travail pour un salaire ridicule, est-ce que ça vaut le coup ?, s'interroge, un peu désabusé, David Lavoie. Les compagnies fondatrices de ce projet ont connu entre-temps une évolution qui s'est accompagnée d'une croissance de leurs besoins. Logiquement, en tant qu'administrateur, je devrais peut-être plutôt me consacrer à consolider leur statut financier extrêmement précaire. »

Pourtant, l'ensemble du milieu théâtral s'accorde à le dire, la nécessité de la Centrale est incontestable. À l'heure où l'on ne peut que déplorer le vide béant qui attend les finissants à la sortie des écoles de théâtre, « il s'agirait, indique Lavoie, de leur offrir un tremplin. Ce serait aussi l'occasion pour la communauté culturelle d'identifier des artistes prometteurs, dont certains sont au plus fort de leur potentiel à la fin de leur formation scolaire. »

Un tel lieu existe déjà à Québec : l'Annexe. Modèle intéressant, il pourrait être une source d'inspiration permettant aux jeunes compagnies, réunies dans une sorte de coopérative artistique, non seulement une mise en commun des moyens logistiques nécessaires à la production et à la diffusion des créations, mais aussi un moteur pour brasser les idées et les compétences. En effet, cela est bien connu : le partage des ressources est créateur de richesses.

À Montréal, un tel organisme à but non lucratif réunirait des artistes qui ont des affinités : son dynamisme en dépendrait. « En fait, explique Lavoie, la mise en commun des ressources impliquerait la complémentarité des rythmes de toutes les compagnies rassemblées. En outre, parce qu'il supposerait un travail de fond et de front, il faudrait que le projet soit porté par quelqu'un, totalement et durablement engagé dans sa mission. » Quelqu'un, autrement dit, qui ne se contente pas d'être un simple gestionnaire.

1. David Lavoie est administrateur de plusieurs compagnies de théâtre émergentes à Montréal : la Centrale, la Pire Espèce, le Grand Jour et le Festival du Jamais Lu. Il est cofondateur de Carte Premières et du Festival du Jamais Lu.

Malgré son investissement acharné dans le projet de la Centrale, David Lavoie affirme, d'une manière qui peut sembler un peu paradoxale, « ne pas y tenir bec et ongles ». « En fait, dit-il, si je suis arrivé avec une telle proposition, c'est pour pallier une carence majeure dans le processus de la diffusion théâtrale. Évidemment, si les théâtres institutionnels développaient des salles secondaires et appuyaient les créations qui vont là, ce serait aussi une autre manière intéressante de favoriser l'«écosystème». Cela permettrait, par exemple, de mettre en lien de jeunes artistes avec une famille d'artistes. » Certes, mais, pour le moment, cette utopie ne semble pas près de mourir. C'est ce qui explique sans doute l'accueil chaleureux qui fut réservé à la proposition 58 : rassembleuse, elle recèle l'espoir de voir enfin encouragée et concrètement soutenue la jeune génération. j

GILLES MARSOLAIS

DOSSIER

Surprises aux États généraux

Gilles Marsolais lors de l'atelier 3B, où la proposition 73 a été présentée.

Photo : Mathieu Rivard.



Les cinquante premières propositions soumises aux participants lors des États généraux ne contenaient aucune surprise. Elles reflétaient les revendications traditionnelles du milieu et les spécificités de chaque groupe. Le Conseil québécois du théâtre (CQT) a écouté le milieu et s'en est fait le reflet. La démarche ne se prêtait donc pas à l'éclosion d'un grand projet mobilisateur ; comme chacun avait travaillé, parfois héroïquement, pour obtenir ce qu'il avait, personne ne semblait prêt à prendre position au-delà des enjeux bien connus. On a même parlé d'une « liste d'épicerie » à propos de ces propositions, tant il est vrai que les gens de théâtre doivent souvent se battre pour le pain et le beurre.

Le temps n'était pas à l'autoévaluation, encore moins à l'autocritique. On pourrait résumer en gros le « message » des cinquante propositions initiales comme suit : les gens de théâtre sont passionnés, généreux et compétents, mais limités dans leur création par les moyens de fortune avec lesquels ils doivent travailler, faute d'un appui suffisant des pouvoirs publics. On le savait déjà, mais il fallait le rappeler collectivement, pour frapper fort aux portes gouvernementales dont les gardiens sont souvent atteints de surdité.